



Débat sur l'Éducation au développement durable
 Contribution de la Section de l'Assemblée de la République de Macédoine à l'APF
 Commission de l'éducation, de la communication et des affaires culturelles
 Bruxelles, 29-30 mars 2012

1. Existe-t-il des législations spécifiques en matière d'EDD dans votre pays?

Le développement durable implique un développement qui répond aux besoins des générations présentes sans compromettre la capacité des générations futures à satisfaire leurs besoins. En ce qui concerne le développement durable, la République de Macédoine profite d'être un pays avec une économie en développement et ses ressources ne sont pas encore surexploitées. En conséquence, les riches ressources naturelles et culturelles de la République de Macédoine en ce moment ne sont pas encore détruites. Tout cela, dans le contexte du développement durable, signifie qu'il est nécessaire de prendre des mesures sages et les activités visant la prévention et la protection de l'environnement et du patrimoine naturel et culturel.

En bref, le diagnostic général du développement durable de la République de Macédoine peut être défini comme:

- Manque de sensibilisation, compréhension et engagement relatif au développement durable.
- Un engagement complet relatif à l'adhésion à l'UE au niveau national.
- Un riche patrimoine naturel et culturel.
- Taux de chômage élevé et la nécessité d'augmenter le taux d'embauche.
- Nécessité d'une amélioration importante et direction stratégique du secteur de la santé.
- Nécessité d'une amélioration importante et direction stratégique du secteur de l'éducation.
- Nécessité de réorientation stratégique dans certains segments dans le domaine de l'énergie, l'agriculture et la foresterie.
- Nécessité d'une opération structurée et planification stratégique dans le tourisme, qui représente un secteur à fort potentiel.
- Nécessité d'une amélioration importante dans le système de l'approvisionnement en eau, le traitement des eaux usées et la gestion des déchets solides.
- Nécessité d'améliorer de manière significative le réseau des chemins de fer.
- Nécessité d'orientation stratégique dans la planification et la construction de routes.
- Nécessité de développement industriel, en particulier le développement des petites et moyennes entreprises qui jouent un rôle important et dont elles nécessitent une réorientation stratégique.

- Nécessité de développement organisationnel global et de renforcement institutionnel dans tous les domaines de la vie publique, y compris la création de politiques, la préparation du cadre juridique et réglementaire, la planification stratégique, l'administration, le suivi et l'application.

La Constitution de la République de Macédoine contient des articles qui se rapportent à des principes fondamentaux relatifs au développement durable. La Loi sur l'environnement, en plus des autres principes, dans l'article 8, inclut le principe de développement durable. La Stratégie de développement durable adoptée en vertu de l'article 186 paragraphe-2 de la Loi sur l'environnement précise que le Gouvernement de la République de Macédoine afin d'harmoniser le développement économique, le progrès social et la protection de l'environnement au niveau national peut élaborer une Stratégie nationale relative au développement durable.

La Stratégie nationale relative au développement durable, adoptée par le Gouvernement de la République Macédoine, et soumise à l'Assemblée de la République de Macédoine pour examen avant son adoption de la part du Gouvernement. La Loi sur l'environnement offre également une opportunité pour la rédaction d'un Agenda local 21.

Les activités initiales en termes de favoriser le développement durable dans la République de Macédoine se produisent avec la préparation de «L'approche conceptuel dans la création et la réalisation de la Stratégie nationale pour le développement durable dans la République de Macédoine » (2000) et la création du « Concept de recherche afin de fournir du matériel analytique et prédictive en fonction de la rédaction de la Stratégie nationale pour le développement durable dans la République de Macédoine » (2002).

La Stratégie nationale pour le développement durable dans la République de Macédoine, a été adoptée par le Gouvernement de la République de Macédoine en 2010 et elle est basée sur les principes du développement durable globalement acceptés lors de la Conférence sur l'environnement et le développement des Nations Unies (Rio de Janeiro, 1992) dans le but que l'Agenda 21 soit opérationnel ; en plus se basant sur la Déclaration et le plan d'application adoptés lors du Sommet de Johannesburg de 2002 sur le développement durable ; se basant aussi sur les principes de la Déclaration du Millénaire contenues dans les Objectifs du Millénaire pour le développement et les principes développés dans la Stratégie de développement durable de l'UE, adoptée par le Conseil européen en 2006.

La Stratégie nationale pour le développement durable est un élément important parmi les priorités fixées dans le Partenariat européen, et dans l'accomplissement des obligations prévues dans la «La Stratégie d'intégration de la République de Macédoine à l'UE ». La Stratégie vise à assurer une large acceptation et d'être solidement ancrée dans tous les domaines de la vie dans la République de Macédoine.

La mise en œuvre du projet «La Préparation de la Stratégie nationale pour le développement durable dans la République de Macédoine», la République de Macédoine ne montre pas seulement un engagement fort envers la Stratégie pour le développement durable de l'Union européenne, mais elle rejoint également rejoint le mouvement mondial pour le développement durable.

La Stratégie nationale pour le développement durable dans la République de Macédoine (SNDD), est composée de deux parties: Partie 1 - qui contient le cadre stratégique global et Partie 2 - qui contient la base stratégique de soutien, et sa mise en œuvre vise à fournir un développement économique qui est socialement responsable et équitable, acceptable pour l'environnement et qui s'appuie sur les principes fondamentaux de la société civile.

Conformément aux précédentes conclusions unifiées concernant la mise en œuvre de la Stratégie et le développement durable, entre autres, elle appelle au fait que:

- Il y a un besoin de financement supplémentaire et d'autres ressources pour le l'enseignement primaire et secondaire. Les dépenses publiques relatives à l'éducation ont été augmentées dans le budget en 2007 à 16,2%. Cette tendance positive devrait se poursuivre pour atteindre un niveau similaire de dépenses d'éducation par habitant dans les pays de l'UE. Cependant, il est important d'accroître l'efficacité de la consommation d'obtenir de meilleurs résultats.

- On doit poursuivre l'implémentation de la mise en œuvre des **lois et des stratégies en matière de l'éducation**. La mise en œuvre exigera une volonté politique forte et une efficacité des capacités administratives. Le processus d'adhésion à l'UE nécessite des actions dans des domaines tels que: la participation dans le secteur municipal, l'éducation des enfants des travailleurs - migrants et le développement de l'éducation de qualité. Les faiblesses identifiées dans le rapport de la Commission européenne sur les progrès et les priorités du Partenariat européen, devrait être traitée d'urgence.

- Il existe une nécessité de modifier la politique de **l'enseignement supérieur**, avec une référence particulière aux dimensions du développement durable. À cet égard, il est nécessaire de coordonner avec d'autres politiques économiques et sociales afin d'assurer une politique cohérente visant à la croissance économique plus élevée et au développement durable. Le processus de l'amélioration du cadre juridique pour l'enseignement supérieur est déjà lancé. À cet égard, le Ministère de l'Éducation et de la Science, est au courant avec tous les événements relatifs au processus de Bologne, et il a implémenté toutes les lois adoptées dans les autres pays où s'applique ce système de l'enseignement supérieur. L'enseignement supérieur est en corrélation avec la communauté d'affaires afin d'investir des moyens financiers afin d'améliorer la qualité de l'enseignement supérieur, ainsi que la production et le recrutement de personnel de qualité qui serait avec un niveau élevé d'admissibilité après leur promotion au marché du travail.

Les lois particulières directement liés au développement durable dans la République de Macédoine sont:

- Loi sur la protection contre les rayonnements ionisants et de sûreté radiologique

- Loi sur la déclaration de la localité « Lokvi - Big Konjari » comme un monument de la nature

- Loi sur la déclaration de la localité « La Plaque – Lititelmi » comme un monument de la nature

- Loi sur la déclaration de la localité ornithologique « Tikves » comme un monument de la nature

- Loi sur la protection de fumer

- Loi sur la déclaration de la localité « Ezerani » sur le lac de Prespa comme un monument de la nature

- Loi sur la protection et la promotion de l'environnement et de la nature

- Loi sur l'air ambiantal

- Loi sur hydrométéorologie

- Loi sur la protection de la nature
- Loi sur la déclaration des cascades «Smolari » comme un monument de la nature
- Loi sur la déclaration du site « Markovi Kuli » comme un monument de la nature

- Loi sur la protection de bruit dans l'environnement
- Loi sur la proclamation d'une partie de la montagne Pelister en tant que Parc national
- Loi sur l'activité hydrométéorologique
- Loi sur la déclaration du site « Kuklica » comme un monument de la nature
- Loi sur la déclaration de la localité Alshar comme un monument de la nature
- Loi sur la gestion des emballages et leurs déchets
- Résolution sur les impacts du changement climatique dans la République de Macédoine
- Loi sur la protection des lacs d'Ohrid, de Prespa et de Dojran
- Loi sur la déclaration du site « Lokvi – Golemo Konjari » comme un monument de la nature
- Loi sur la proclamation d'une partie de la montagne Galicica en tant que Parc national
- Loi sur la déclaration de la grotte «Slatinski Izvor » comme un monument de la nature
- Loi sur la proclamation du lac de Dojran comme un monument de la nature

2. Quels sont les liens entre les structures institutionnelles, les acteurs de territoires et la société civile; quelles sont les structures porteuses de l'EDD?

En prenant en considération la complexité du développement durable en général, ainsi que la nécessité de mettre en œuvre une nouvelle façon de l'orientation stratégique de réfléchi et d'action, il est proposé une structure institutionnelle qui appuiera la mise en œuvre du développement durable en Macédoine.

Conformément à l'article 186 de la Loi sur l'environnement (Journal officiel 53/2005), «L'administration d'Etat chargée des affaires environnementales, en coopération avec d'autres organes de l'administration d'État et d'autres institutions, et avec la municipalité, la ville de Skopje et les municipalités de la ville de Skopje est obligée de se charger de la mise en œuvre des principes du développement durable et de promouvoir et de soutenir le développement durable dans la République de Macédoine.

Conformément aux termes de référence du projet pour soutenir l'élaboration de la Stratégie nationale de développement durable, le Gouvernement de la République de Macédoine, à l'initiative du Ministère de l'Environnement et l'Aménagement du Territoire, a créé **le Conseil national pour le développement durable (CNDD)**.

Avec l'adoption de la Stratégie nationale pour le développement durable par le Gouvernement de la République de Macédoine, le Conseil national pour le

développement durable assumera aussi la responsabilité politique pour la mise en œuvre de la Stratégie nationale pour le développement durable.

Avec CNDD présidera le Vice-Premier Ministre de la République de Macédoine chargé des affaires économiques et comprend les ministres des principaux ministères dans le gouvernement. Le CNDD servira comme un forum ouvert à toutes les parties concernées en Macédoine où elles peuvent présenter leurs points de vue. Le CNDD sera de discuter des questions relatives à l'intégration du processus de mise en œuvre de la Stratégie nationale pour le développement durable où le CNDD sera une force motrice pour la sensibilisation, et la garantie de la transparence et l'engagement. Au CNDD devrait y avoir une représentation équilibrée des représentants compétents comme du secteur privé aussi du secteur public et ainsi que de la communauté business.

L'expertise et le soutien logistique et technique du CNDD seront assurés par le Bureau d'appui du Conseil national pour le développement durable. Il est prévu que le Bureau fonctionne au sein de l'Académie Macédonienne des Sciences et des Arts et que le financement soit sur la base des projets dans les deux ou trois premières années, jusqu'à son incorporation dans l'un des organes existants de l'administration publique au niveau central avec des employés permanents.

En établissant le Bureau de l'appui du Conseil national pour le développement durable, il est proposé d'utiliser l'expérience et le soutien d'un réseau déjà établi d'experts qui ont participé à l'élaboration de la Stratégie nationale pour le développement durable de la République de Macédoine. Le Bureau d'appui du Conseil national pour le développement durable en coopération avec le Ministère de l'Environnement et d'Aménagement du Territoire devra développer un plan d'action pour la mise en œuvre de la Stratégie nationale pour le développement durable en République de Macédoine. Le Plan d'action doit être adopté par le Gouvernement de la République de Macédoine, se basant sur l'avis préalable obtenu de la par du CNDD.

Dans le but de faciliter la mise en œuvre et se basant sur l'expérience européenne relative à la mise en œuvre des stratégies nationales pour le développement durable, la mise en œuvre de la Stratégie nationale pour le développement durable en Macédoine devrait être fourni avec la création des institutions supplémentaires, comme indiqué ci-dessous:

1. Agence Nationale pour le Développement Durable (ANDD), SARL,
2. Banque Nationale des Investissements pour le développement durable (BNIDD) et
3. Campus universitaire pour le développement durable (CUDD).

Dans les deux premières institutions mentionnées ci-dessus, ANDD et BNIDD sont établies sur la base des meilleures connaissances disponibles, de l'expérience et des ressources humaines déjà existantes dans des agences gouvernementales et des institutions d'appui du développement durable dans le pays et d'une manière efficace, rationalisée et simplifiée.

L'Agence Nationale pour le Développement Durable (ANDD) est établie comme une société à responsabilité limitée (SARL) avec des actions détenues par le Gouvernement de la République de Macédoine et les communautés proactives. La SARL ANDD est responsable opérationnellement pour la mise en œuvre du développement durable basé sur la Stratégie nationale pour le développement durable, tel qu'adopté par le Gouvernement de la République de Macédoine.

La SARL ANDD informe régulièrement le CNDD sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la Stratégie nationale pour le développement durable (annuellement), et met à jour le Plan d'action de la SNDD (tous les 2 ans). Sa tâche principale est la conception et la mise en œuvre des projets pour le développement durable en conformité avec les objectifs de la Stratégie nationale pour le développement durable, en respectant fermement les objectifs généraux de la Stratégie pour le développement durable de l'UE et sa version modifiée. L'ANDD prévoit que les fonds disponibles auprès des institutions internationales (par exemple, les fonds de préadhésion) sont utiles pour la République de Macédoine.

L'ANDD, qui agit au niveau national, exerce ses fonctions en étroite collaboration avec les bureaux de développement durable au niveau municipal. En ce qui concerne l'ANDD au niveau national, la tâche principale des bureaux municipaux pour le développement durable est la conception et la mise en œuvre des projets de développement durable. Les bureaux municipaux pour le développement durable sont appuyés par un réseau de communication et le soutien leur est fourni par la Communauté des unités d'administration locale (ZELS).

L'ANDD et les bureaux municipaux pour le développement durable sont liés avec la Banque Nationale d'Investissement pour le développement durable (BNIDD), par laquelle se canalise toutes les activités pertinentes des projets de développement durable et des investissements. La Banque Nationale d'Investissement pour le développement durable (BNIDD) est financièrement responsable de la mise en œuvre du développement durable se basant sur la Stratégie nationale pour le développement durable, tel qu'adopté par le Gouvernement de la République de Macédoine. La BNIDD est spécifiquement responsable de toutes les transactions financières liées à des institutions internationales et des donateurs.

Les arrangements institutionnels proposés pour soutenir la mise en œuvre du développement durable dans la République de Macédoine sont fermement basés aussi sur le Campus universitaire pour le développement durable (CUDD), qui est responsable de la mise en œuvre du développement durable en termes d'études, de recherche et de présentation de la Stratégie nationale pour le développement durable telle qu'adoptée par le Gouvernement de la République de Macédoine. Le Campus doit être établi et construit comme un nouveau campus universitaire à l'extérieur de Skopje, agissant ainsi comme une force motrice pour le développement régional et l'innovation, et « la place pour des nouvelles façons de penser, de l'innovation et de la vie ». Il est prévu d'établir ce campus en tant qu'un partenariat public-privé (PPP). Compte tenu de l'attractivité de l'investissement dans le monde entier dans l'enseignement supérieur, le Campus universitaire pour le développement durable dans la République de Macédoine bénéficiera de l'engagement envers le développement durable par des investisseurs privés.

Le groupe cible direct de ce campus sont, avant tout, tous motivés, les étudiants dynamiques et novatrices de la Macédoine, qui sont consacrés à la vision générale du développement durable. Ces étudiants seront après embauchés dans l'ANDD, dans les bureaux municipaux de développement durable et dans la BINDD et fournira à moyen et long terme la mise en œuvre de la vision du développement durable et la mise en œuvre pratique du projet.

Dans la deuxième étape, le campus universitaire sera attrayant aussi pour les étudiants internationaux pour étudier et agir sur le développement durable. Le principal avantage de ce campus visionnaire dont il n'y existe pas un similaire dans d'autres pays en Europe ou dans le monde entier, non sera pas seulement pour la Macédoine. Par conséquent, **le campus universitaire représente un engagement**

très favorable et une marque remarquable de la Macédoine moderne et prospère pour le développement durable en Europe et dans le monde.

La nouvelle disposition institutionnelle pour soutenir la mise en œuvre du développement durable dans la République de Macédoine pourrait être financée comme un projet pilote pour le développement durable.

Le Ministère de l'Environnement et de l'Aménagement du Territoire en coopération avec d'autres organes de l'administration d'État et d'autres institutions ainsi qu'avec les unités de l'administration locale, est obligé de prendre soin de la mise en œuvre des principes du développement durable et de promouvoir et de soutenir le développement durable dans la République de Macédoine, à travers plusieurs plans et programmes.

Plan national pour l'atténuation des changements climatiques

Pour stabiliser les concentrations des gaz à effet de serre, au niveau qui empêcherait une dangereuse influence anthropique du système climatique, dans un délai suffisant pour permettre aux écosystèmes de s'adapter naturellement aux changements climatiques, en conformité avec le principe de la coopération internationale qui sont compatibles avec les objectifs de développement national économique et social, et relatif au Plan national pour l'atténuation du changement climatique qui comprend

- Un inventaire national des émissions des gaz à effet de serre;
- Analyse et projections des émissions de gaz à effet de serre en réduisant les émissions de gaz à effet de serre;
- Evaluation de la vulnérabilité et des mesures d'adaptation;
- Information et présentation cartographique des activités de surveillance, la recherche et le suivi systématique du changement climatique;
- Plan d'action et des mesures visant à atténuer les changements climatiques;
- Analyse économique de la proposition de mesures visant à prévenir les causes et d'atténuation du changement climatique;
- Autorités compétentes, les institutions et autres entités à mettre en œuvre le plan national, un plan d'action et de mesures visant à prévenir les causes et l'atténuation du changement climatique;
- Description des activités et des résultats de la participation du public dans la préparation du plan;
- Description des activités et les résultats de la sensibilisation du public et de l'éducation;
- Information sur l'accomplissement des obligations découlant des accords internationaux relatifs au changement climatique et ratifié par la République de Macédoine et

Le Plan national des changements climatiques a été modifié à la proposition du Ministère de l'environnement et adopté par le Gouvernement de la République de Macédoine pour une période de 6 ans.

Inventaire national des émissions anthropiques par les sources et puits de gaz à effet de serre

Cet inventaire s'inscrit dans le cadre du Plan national sur les changements climatiques et adopté par le Gouvernement de la République de Macédoine à la proposition du Ministère de l'Environnement et il est rédigé une fois sur 3 ans.

Plan d'action de mesures et d'activités visant à prévenir les causes et atténuer les effets néfastes des changements climatiques

Ce plan d'action fait partie intégrante du Plan national sur les changements climatiques et contient :

- Des mesures institutionnelles juridiques;
- Des mesures de prévention et les actions visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre;
- Des mesures et des actions visant à atténuer les effets néfastes des changements climatiques;
- Des mesures visant à augmenter l'éducation et la sensibilisation du public;
- Des mesures pour la formation professionnelle du personnel scientifique, technique et managériale et
- Un encadrement de la période et plan financier pour la réalisation des mesures et des activités prévues.

Le plan d'action est mis à jour et modifiée si nécessaire au moins tous les 3 ans.

Plan national de lutte contre la désertification et d'atténuation des effets de la sécheresse

Le Plan national adopté par le Gouvernement de la République de Macédoine à la proposition du ministère de l'Environnement et de l'aménagement du territoire pour une période de 6 ans comprend :

- Une description et une évaluation de l'état de la désertification;
- Priorités pour lutter contre la désertification et d'atténuation des effets de la sécheresse;
- Programme d'action pour faire face à la désertification et atténuer les effets de la sécheresse;
- Analyse économique;
- Autorités compétentes et d'autres entités pour mettre en œuvre le programme du Plan d'action national des mesures visant à empêcher la dégradation de la terre déjà dégradée ou légèrement dégradée, et des mesures visant à atténuer les effets de la désertification et les sécheresses;
- Description des activités et des résultats de la participation du public dans préparation du plan;

- Description des activités et des résultats de la sensibilisation du public, l'éducation et la formation professionnelle du personnel scientifique et technique;
- Information sur l'accomplissement des obligations contractées en vertu des accords internationaux relatifs au traitement de la désertification et atténuation des effets de la sécheresse ratifié par la République de Macédoine et

Programme d'action pour faire face à la désertification et d'atténuer les effets de la sécheresse

Ce programme d'action fait partie intégrante du Plan national de lutte contre la désertification, est il est mis à jour au moins tous les 3 ans. Il comprend :

- Des mesures institutionnelles juridiques;
- Des mesures préventives et des activités pour prédire, prévenir et atténuer les causes de la désertification, et des mesures préventives pour les terres qui ne sont pas encore dégradées ou sont légèrement dégradées;
- Mesures visant à donner une alerte préventive de la sécheresse;
- Mesures et actions visant à atténuer les effets négatifs de la désertification et de la sécheresse;
- Mesures visant à éduquer et sensibiliser le public ;
- Mesures pour la formation professionnelle du personnel scientifique, technique et de gestion;
- Calendrier et plan financier pour la mise en œuvre des mesures et des activités;

En outre, dans les indicateurs de développement durable dans la stratégie nationale de développement durable sont également proposés:

- La participation dans les dépenses municipales en matière d'éducation dans les dépenses totales d'éducation;
- Dépenses publiques d'éducation en % du produit intérieur brut et
- Nombreux projets conjoints entre la science et le secteur privé qui sont en préparation ou en cours d'exécution.

3 Quels sont les dispositifs pédagogiques mis en place dans les écoles favorisant l'EDD?

Renforcement de la sensibilisation des élèves de leur propre environnement et sa protection, des unités spéciales au sein de plusieurs éléments méthodologiques directement liés au développement durable, des ateliers sur l'environnement, des actions continues, la participation dans des projets communs (gestion des déchets, boisement-Journée de l'arbre, Journée internationale de la planète, etc.).

4. Les enseignants sont –ils formés à l'EDD? Quel est le degré d'intérêt pour l'EDD au sein du monde économique, culturel et artistique et auprès des partenaires sociaux?

La réponse de cette question est expliquée respectivement dans les trois questions précédentes.